

Afghanistan : l'Amérique a gagné une bataille mais a perdu la guerre

En ce 29 février 2020, à Doha, deux signatures au bas d'un parchemin – l'une d'un négociateur américain et l'autre d'un représentant des Talibans – scellent la fin d'une guerre de dix-huit ans, lancée par Georges W. Bush en Afghanistan pour venger les victimes des attentats du 11 septembre 2001 perpétrés par une escouade de terroristes de tout poil sur le sol américain¹. Une première depuis l'attaque japonaise contre la base de Pearl Harbor le 7 décembre 1941. La conclusion de cet accord de Doha scelle également la fin d'une négociation discrète conduite depuis dix-huit mois en terre qatarie. S'il y a bien une qualité qu'il faut bien reconnaître au 45^{ème} président des États-Unis, c'est bien celle du respect de la parole donnée. Il avait promis au peuple américain le retour des boys à la maison. Ce sera chose faite dans un peu plus d'un an pour ce qui est de l'Afghanistan... si tout va bien C'est en partie chose faite pour ceux qui guerroyaient en Irak et en Syrie sans parler de ceux qui sont dans le Sahel. À ce titre, il serait plus qualifié pour recevoir le prix Nobel de la paix que son prédécesseur, Barack Obama qui fut un président guerrier. Un constat s'impose, d'entrée de jeu, celui de l'incapacité des Américains à remporter des guerres longues, des guerres asymétriques, de vaincre quelques pouilleux et gueux ne disposant ni de l'armement, ni de la technologie de l'oncle Sam. David l'emporte parfois contre Goliath. Guerre du Vietnam, d'Irak, d'Afghanistan ..., la charge de la cavalerie légère (plutôt lourde) tourne au fiasco militaire et diplomatique. L'Afghanistan mérite bien sa réputation de cimetière des empires, en général et de l'Amérique, aujourd'hui en particulier. Sans parler de l'Occident.

Afghanistan, cimetière des empires

Le présent ne serait-il qu'une reproduction du passé ? La citadelle des ombres préfigurerait-elle la citadelle des cauchemars ?

Arrêt sur le présent : la citadelle des ombres

Au « royaume de l'insolence », les « damnés de la terre » sont rois.

Le « royaume de l'insolence ». Etat enclavé (par le Pakistan au sud ; l'Iran à l'Ouest, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan au Nord et la Chine à l'Est) dépourvu d'accès à la mer, l'Afghanistan compte 30 millions d'habitants. « Dans ce pays sans âge, on ne parle pas en nationalités, mais en peuples. On ne compte pas en kilomètres mais en jours de routes. Quand on se quitte, on se dit Zenada Bashi, sois vivant, parce que l'existence est incertaine »². Tenter de comprendre la réalité afghane suppose de s'imprégner des constantes du pays. Constance de l'espace (combinaison de montagnes râpées et de déserts) et dépendances alimentaires structurelles (rareté des oasis mal ou peu irriguées dans des vallées étroites débouchant sur une production agricole insuffisante), d'abord. Diversité des langues (langue voisine du persan au nord et à l'ouest et dialectes du pachto au sud) et des communautés ethniques (Hazaras, Ouzbeks, Pachtouns, Tadjiks et Turkmènes), ensuite. Difficultés de la construction étatique (amputation de ses provinces iraniennes et d'une grande partie des territoires pachtophones après la colonisation), enfin.

Les « damnés de la terre ». L'Afghanistan est frappé de sous-développement chronique. Trente ans de guerre ont ajouté à son infortune. La dépendance alimentaire structurelle de l'Afghanistan explique en partie certains phénomènes : multiplication des activités illégales (contrebande, brigandage, enlèvements, trafic d'armes ...) ; émigration hier vers l'Inde, l'Iran, et aujourd'hui vers l'Europe... ; le développement des cultures de rapport comme le pavot. La florissante économie de l'opium, qui représente environ 15% du produit intérieur brut, permet à une grande partie de la population rurale de parer au plus pressé. Avec 80% de sa production transformée en héroïne, le pays est le premier producteur mondial d'opium. Le pays est miné par la corruption, que nourrissent l'économie de guerre, les circuits de l'aide internationale détournée et l'économie de la drogue en pleine expansion après treize années d'occupation étrangère. Ainsi, l'Afghanistan partage le triste record d'être l'un des trois pays les plus corrompus de la planète. Enfin, la société afghane est déchirée entre une forme de modernité et ses codes traditionnels.

Dans ce pays austère, les envahisseurs ne sont jamais les bienvenus.

Retour sur le passé : la citadelle des cauchemars

De tous temps (histoire ancienne et contemporaine), les grandes aventures militaires dans cette région du monde se finissent toujours par des désastres.

Les envahisseurs anciens. La République islamique d'Afghanistan apparaît comme une sorte de pays « impenable » pour ceux qui font figure d'« envahisseurs », lesquels finissent toujours par se retrouver peu ou prou au cœur d'un « *Bouzkachi* », jeu de l'attrape chèvre, joute équestre traditionnelle qui fait figure de sport national afghan et qui a d'ailleurs servi de trame au roman de Joseph Kessel, *Les Cavaliers*³. L'enjeu est de rapporter une carcasse décapitée, parfois celle de son ennemi, au point de départ après un passage par le but adverse. L'histoire du pays est marquée par le rejet de toutes les interventions étrangères à tel point que dans l'imaginaire occidental, l'Afghanistan se retrouve stigmatisé comme le « *cimetière des empires* ». Tous ceux qui ont précédé les soldats de l'OTAN dans l'Histoire ont payé le prix fort de leur ingérence militaire dans les affaires afghanes, qu'il s'agisse des Mèdes, des Gréco-Macédoniens d'Alexandre le Grand, ainsi que des Perses Sassanides dans l'Antiquité ; des Arabes, des Mongols, des Perses Séfévides au Moyen-Age et à l'époque moderne. L'Histoire ne serait-elle qu'un éternel recommencement ?

Les envahisseurs contemporains. Qu'en est-il des interventions britanniques et soviétiques dans la période contemporaine⁴. Leur départ de Camp Bastion, principale base de l'armée de Sa Majesté à la fin de l'année 2014 marque la fin de la quatrième guerre anglo-afghane⁵. La première voit les Britanniques subir, en 1842, l'un des plus cuisants désastres de leur histoire militaire. La deuxième, en 1880, au XIXe siècle, se conclut par une défaite dans la province d'Helmand. La troisième, en 1919, s'achève, il est vrai, de façon indécise. Le résultat de la quatrième (2001-2014), au sein d'une coalition occidentale, reste incertain. En 1979, les troupes soviétiques, dans le cadre des accords de défense mutuelle qui lient l'URSS à l'Afghanistan, répondent à l'appel du parti communiste au pouvoir, menacé par une rébellion armée. Cette intervention entraîne une forte résistance des rebelles, armés par les États-Unis (Cf. missiles Stinger), résistance qui conduit au retrait des troupes soviétiques en 1989. En 1996 un gouvernement islamiste, celui des talibans, prend le pouvoir. Il est chassé par une coalition internationale en 2001.

Alors serait-ce aussi le destin réservé à l'ingérence de l'Amérique épaulée par l'OTAN qui, pour la première fois de son histoire, allait se projeter au-delà du théâtre européen sur les contreforts de l'Hindou Kouch ?⁶

Afghanistan, cimetière de l'Amérique

Les promesses de l'intervention américaine, sous couverture occidentale en Afghanistan, sont aussi mirobolantes que les résultats sont illusoire.

L'intervention occidentale : une promesse de Gascon

Aux grandeurs d'une guerre éclair remportée par la coalition occidentale succèdent les servitudes d'une guerre longue qui voit, en grande partie, triompher les Talibans.

Les grandeurs d'une guerre éclair. A la veille de l'intervention occidentale consécutive aux attentats du 11 septembre 2001, l'Afghanistan se présente comme un Etat failli. En 2004, le pays devient une « [République islamique](#) » de type présidentiel dirigée par un président aux pouvoirs étendus mais contrôlés par un parlement bicaméral. La puissance militaire incontestable de l'OTAN entraîne la déroute immédiate des Talibans. Ni les Russes ni les Chinois ne s'opposent à cette guerre contre le terrorisme et contre « *l'axe du mal* ». Les Américains refusent de solliciter l'accord du Conseil de sécurité l'autorisant à utiliser la force comme en 1990 avec la résolution 678. Ils choisissent une autre voie, tenant compte des expériences de l'Irak et du Kosovo. Ils demandent au Conseil de sécurité de les autoriser à l'emploi de la force sur la base de leur droit de légitime défense, de façon à prévenir et empêcher toute nouvelle attaque terroriste. Même s'il ne leur donne pas d'autorisation expresse, le Conseil de sécurité accepte ce projet spécifique d'emploi de la force, pour combattre non un Etat agresseur mais le terrorisme⁷.

Les servitudes d'une guerre longue. On peut penser qu'il y a là une « *extension abusive* » de la légitime défense. Grâce à la légitimation internationale, la légitime défense donne le maximum de liberté pour agir, la seule contrainte étant d'informer le Conseil de sécurité. Elle représente la meilleure formule pour Washington. Les résolutions 1368, 1373 et 1386 reconnaissent et réaffirment le droit de légitime défense. Une nouvelle extension de la capacité de frapper américaine et occidentale est donc admise par Moscou et Pékin. Tout semble aller pour le mieux dans le meilleur des mondes ! Mais, ne dit-on pas en Afghanistan : « *Nos ennemis ont des montres mais nous avons le temps* » ! Les deux opérations « *Infinite Justice* » et « *Enduring freedom* » marquent petit à petit le pas. Instruits par leur expérience contre les Soviétiques et utilisant les armes livrées à l'époque par les Américains, les Talibans s'engagent dans une tactique de guérilla et de harcèlement contre les troupes de la coalition. Ils lui infligent des pertes sévères et la conduisent à des opérations de représailles souvent conclues par d'importants dommages collatéraux.

A un moment, il ne sert plus à rien de rester.

L'intervention occidentale : « les illusions perdues »

Avec le recul du temps, le résultat n'est pas à la hauteur des espérances ni au niveau local, ni à l'échelon régional.

Un échec local absolu. La situation sur le terrain révèle une réalité éloignée des communiqués officiels. A la fin de l'année 2019, le moins que l'on puisse dire est que le bilan est contrasté. La guerre aura coûté plus de 100 milliards de dollars aux Etats-Unis. La coalition a perdu 3500 soldats. La France a eu 88 tués et 700 blessés dont 17 à l'été 2011 dans la vallée de la Kapisa. Même si les noyaux durs d'Al-Qaïda sont tenus à distance du théâtre afghan, le pays n'est pas stabilisé pour autant. Kaboul est le miroir de l'impuissance occidentale. Les dernières années enregistrent une augmentation sensible du nombre des

victimes civiles. Pour assurer la transition sur le plan sécuritaire, 12500 soldats étrangers forment la mission d'aide aux forces afghanes, composée principalement de militaires américains, qui est présente jusqu'en 2016 en Afghanistan après le retrait des troupes de l'OTAN le 31 décembre 2014. Washington prévoit d'y adjoindre, hors du cadre de l'OTAN, 4500 militaires en charge de la lutte antiterroriste. L'Afghanistan apparaît comme le théâtre des guerres perdues par les Occidentaux : pavot, terrorisme, corruption, Etat de droit...⁸. Un bilan catastrophiste sur lequel la doxocratie fait silence dans les rangs.

Un échec régional relatif. Certaines causes du conflit afghan ont leurs racines dans la région, en particulier au Pakistan (Cf. concept d'AfPak). Islamabad considère que l'Afghanistan lui confère une profondeur stratégique indispensable en cas d'invasion indienne. C'est dans ce pays qu'Oussama Ben Laden trouve refuge avant d'être abattu le 2 mai 2011 par les forces spéciales américaines à Abbottabad. C'est au Pakistan, plus particulièrement dans les zones tribales, que se joue en partie l'avenir, la stabilité de l'Afghanistan. L'absence de dialogue constructif avec l'Iran en raison du différend sur la finalité de son problème nucléaire et, depuis 2011, de son soutien au régime syrien n'arrange pas les choses. L'Asie centrale (cantonnée au rôle de zone de transit pour l'aviation) et, plus encore, la Chine ne sont pas impliquées dans la recherche d'un règlement. Faute d'avoir pris en temps opportun la véritable mesure de la dimension du problème afghan, les membres de la coalition occidentale partagent la responsabilité d'un chaos régional aux implications géostratégiques désastreuses.

L'intervention en Afghanistan constitue une expérience douloureuse pour les Américains après celle du Vietnam. L'accord de Doha du 29 février 2020 en est la parfaite illustration. Elle l'est aussi pour l'Occident qui l'a accompagnée dans cette guerre perdue contre le terrorisme⁹.

Afghanistan, cimetière de l'occident

Au-delà du contenu même de l'accord de Doha, quelles conclusions générales, fussent-elles provisoires, peut-on tirer à ce stade de cette guerre de dix-huit ans ? Dix-huit ans après son lancement en fanfare sur CNN, l'intervention américano-otanienne traduit à la fois une défaite de la pensée stratégique américaine et un effacement inexorable de l'Occident.

L'intervention américano-otanienne : une défaite de la pensée stratégique américaine

À ce stade, tout président américain n'avait que le choix entre deux mauvaises solutions (rester en accumulant les défaites ou partir la tête basse).

Le choix entre deux mauvaises solutions. Huit ans après le retrait précipité d'Irak, plus de quarante ans après l'échec de la « vietnamisation » et peu après le retour des boys des contreforts de l'Hindou Kouch, Washington tire aujourd'hui les leçons de ses erreurs stratégiques. Quel que soit le sujet à l'ordre du jour, on mesure le vide de la pensée stratégique américaine qu'il s'agisse du Proche-Orient ou de l'Asie. Les expéditions afghane et irakienne font penser au sparadrap du Capitaine Haddock. Dans ces deux pays, le président américain n'a le choix qu'entre de mauvaises solutions. Depuis 2002, les Etats-Unis ont investi plus de 100 milliards de dollars (87 milliards d'euros) en Afghanistan, soit davantage que le Plan Marshall mis en place pour reconstruire l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Pour quel résultat ? Pire encore, après avoir envisagé le retrait définitif des troupes américaines du pays en 2014, Barack Obama décide début 2015 le maintien d'une force résiduelle sur place, faute pour les autorités afghanes d'être en mesure d'assurer la sécurité du pays. Décision confirmée lors de la visite du nouveau président afghan, Ashraf

Ghani à Washington fin mars 2015. En sifflant la fin de la récréation, Donald Trump signifie l'échec de la démarche américaine. L'Afghanistan était, depuis belle lurette, plongée dans le chaos. La partition *de facto* du pays entre des zones contrôlées par les Talibans (de plus en plus grandes) et d'autres protégées par des troupes gouvernementales (de plus en plus petites) constituait l'aveu d'échec pour Washington¹⁰. Afghanistan, un nouveau cimetière des empires, y compris de l'Amérique et de ses affidés de l'OTAN ! Il fallait tenter de sortir le plus dignement possible du guêpier afghan. C'est en partie le cas depuis le 29 février 2020.

L'accord de capitulation de Doha. Qui a gagné la guerre ? L'accord de Doha a été signé entre deux parties « fatiguées » pour reprendre la formule du secrétaire d'État, Mike Pompeo. Force est de constater que c'est l'Amérique qui s'est lassée la première de ce jeu de massacres avec un ennemi qui évolue sur son terrain comme un poisson dans l'eau (Mao). Rappelons que Donald Trump avait brusquement mis fin aux négociations, en septembre 2019, prétexte pris d'une attaque ayant tué un militaire américain. Ce n'était donc que partie remise. Que nous dit l'homme à la mèche blonde ? « *Nous exhortons les Afghans à saisir la chance de la paix* », déclarait la veille de la conclusion de l'accord, le président américain. « *Si les Talibans et le gouvernement afghan parviennent à respecter leurs engagements, nous aurons une voie toute tracée pour mettre fin à la guerre en Afghanistan et ramener nos boys à la maison* » a-t-il promis¹¹. L'accord de Doha signifie la crise de la monocausalité¹². Les Américains pensent que des problèmes aux causes multiples ne se règlent uniquement que par la force. À chaque fois, ils doivent déchanter. Et, l'addition est de plus en plus salée. Point principal de l'accord présenté comme « conditionné » et dont la plupart des dispositions sont secrètes : le retrait total des troupes américaines. Il se déroulera en deux temps : baisse des effectifs de 12 000 à 8 600 d'ici au mois de juin, puis départ progressif au cours des neuf mois qui suivront. Les forces de l'OTAN (16 000 dont la moitié sont américaines et effectuent une mission d'assistance et de formation) vont également décroître leur présence. L'accord prévoit la libération d'ici à dix jours de 1 000 membres des forces afghanes détenues par les Talibans contre la libération de 5 000 prisonniers talibans des geôles afghanes. Et, c'est là que les choses se corsent. Le gouvernement afghan s'oppose à ce point. Le dialogue entre le groupe armé et la « *société afghane* » reste plus que floue (où, quand, comment ?) tant le gouvernement est disparate et contesté après la réélection du président Ashraf Ghani et la société civile morcelée. Face à eux, les Talibans constituent un front uni à qui l'accord de Doha garantit un avantage militaire. Ils ont été en mesure de tenir leurs troupes pour respecter la trêve de huit jours imposée par l'accord. Par ailleurs, ils pourront reprendre les armes si les pourparlers interafghans ne les satisfont pas. Dans l'autre hypothèse, ils auront le poids nécessaire pour faire triompher leur idéologie, leur politique (sur le droit des femmes). La paix des Talibans ne prépare-t-elle la reconquête ?¹³ Le secrétaire américain à la défense, Mark Esper peine à convaincre le gouvernement de Kaboul de la bonne foi des Talibans en insistant sur le caractère conditionnel de l'engagement de Doha (accord maintenu à la condition de ne pas laisser le pays devenir un terreau pour le terrorisme. Est-ce une condition tenable compte tenu de la position du président afghan ?¹⁴ Force est de constater que Donald Trump, qui a rempli sa promesse de campagne en mettant fin à un conflit onéreux qui a tué des milliers de soldats américains, risque d'être coulant sur l'interprétation de l'accord au risque d'une déstabilisation à long terme de l'Afghanistan¹⁵. Il faut partir à tout prix, y compris au prix du chaos pour la suite¹⁶. Les Américains souhaitent que leur accord avec les Talibans soit endossé par le Conseil de sécurité de l'ONU.

L'intervention américano-otanienne : un effacement inexorable de l'Occident

Ceci relève de l'évidence. Après la phase de flux de la fin du siècle, nous assistons à une phase de reflux de l'empire occidental qui est menacé de périr s'il n'y prend pas garde. À la fatigue de l'Occident doit faire place son effacement pour repartir du bon pied.

La fatigue de l'Occident. L'Occident est malade de son hubris des décennies de l'après-guerre froide. Il en paie aujourd'hui le prix fort, celui d'une d'une fatigue de la pensée dominante occidentale, d'une désoccidentalisation du monde du XXI^e siècle. Le thème choisi par les organisateurs (allemands) de la dernière conférence sur la sécurité de Munich n'était-il pas, celui impensable il y a quelques années encore, de la : « *Westlessness* » (affaiblissement ou déclin de l'Occident) ?¹⁷. Les États hors Occident n'acceptent plus les Diktat de l'Occident : langue, culture, nourriture, vêtements, politiquement correct, mondialisation, dérégulation, droits de l'homme, démocratie... Ils veulent choisir leur voie spécifique et non se la voir imposer par d'autres. Ils ne souhaitent plus de l'imposition de la démocratie, y compris par les armes. Ils ne supportent plus les guerres de l'Occident d'autant plus que l'Ouest – Américains en tête de liste – les perd systématiquement. L'occidentalisme est en perte de vitesse surtout après les piteux exploits guerriers d'une civilisation des hashtags, des tweets, de l'esbrouffe du temps médiatique, de la fausse compassion, des fausses valeurs... Les communicants et les « *story telling* » ont tué le verbe et décrédibilisé ce monde virtuel fait d'algorithmes et d'intelligence artificielle. Rien ne va plus à l'Ouest paniqué par l'épidémie de coronavirus qu'il ne parvient pas à appréhender de manière lucide et responsable. C'est la conjugaison de tous ces facteurs qui explique la déroute de l'Occident. L'accord de Doha en constitue la preuve éclatante. Ce constat objectif impose un exercice d'introspection sérieux sur les échecs passés pour ne plus les reproduire à l'avenir.

L'effacement de l'Occident. Entre l'improbable et l'impossible, il existe une sérieuse différence. Des questions fondamentales pour l'avenir sont posées. Veut-on ou non y répondre à brève échéance au lieu de les renvoyer à des jours meilleurs ?

Les États-Unis vont-ils cesser de vouloir imposer leur loi aux autres (Cf. le scandale de l'extraterritorialité du droit américain) ?

Les Européens vont-ils cesser de faire la morale au monde entier alors qu'ils sont plus divisés que jamais sur les voies et moyens de construire leur union qui ressemble de plus en plus à une désunion, à une pétaudière. Incapables qu'ils sont de s'entendre sur leur budget faute d'*affectio societatis* et de volonté commune de bâtir collectivement un projet commun ?

Les Européens veulent-ils ne plus être les idiots utiles de l'Amérique à travers une relation transatlantique équilibrée ?

Sont-ils désireux d'autonomie stratégique, d'une véritable indépendance de pensée de décision sans aller chercher au préalable leurs instructions à Washington ?

Comment envisagent-ils leur relation avec la Russie, la Chine, le proche et le Moyen-Orient.

Ce n'est qu'au prix de ce questionnement douloureux que le salut est à portée de main sinon l'Occident est promis à une étrange défaite dont il aura le plus grand mal à se relever. « *Le besoin d'avoir toujours raison est la marque de l'esprit vulgaire* » nous rappelle Albert Camus. Avoir toujours raison, à la manière d'un Jupiter – « l'indigné sélectif » – débordé de tous les côtés, c'est l'assurance de se perdre à plus ou moins longue échéance. En dernière analyse, cette épopée sauvage signe l'effacement, pour ne pas dire le déclin de l'Occident sur la scène internationale. Il faut en être conscient, ne pas se masquer les yeux pour ne

voir que ce qui nous fait plaisir. Un grand classique de tous ces incompetents qui prétendent servir les intérêts de leur patrie... en confondant stratégie et com'.

Retour à la realpolitik ?

Le début de l'année 2020 constitue un tournant dans l'approche des relations internationales à l'aune du fiasco de l'Afghanistan. La stratégie doit se repenser. La diplomatie doit se réinventer. C'est là un chemin plein d'incertitudes tant les fondements sont biaisés par la « *doxocratie* » ou pouvoir de l'opinion. Mais cette incertitude est aussi la garantie d'une liberté du débat intellectuel, conceptuel, stratégique, diplomatique. Méfions-nous comme de la peste des idéologies, des idéologues ! « *Les idéologues raccourcissent ou étirent les faits selon les besoins, si bien que tout évènement finit par coïncider avec n'importe quelle idéologie* »¹⁸. Face au nouveau maccarthysme qui grève la liberté de pensée, la raison devrait l'emporter sur l'idéologie, la morale. Une vision géopolitique du monde du XXI^e siècle fondée sur la réalité et non sur un rêve est indispensable. Comme le soulignait fort à propos le Duc de Richelieu : « *la politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire* ». La voie est étroite, l'ambition immense. Elle suppose que nos hommes politiques se transforment en hommes d'État. Elle suppose que ces derniers passent plus de temps à réfléchir qu'à communiquer, à penser stratégie plutôt que tactique, temps long et historique plutôt que temps court et médiatique. Vaste programme aurait dit le général de Gaulle. Telle est la morale que l'on peut tirer de la fable de l'Oncle Sam qui a pour titre l'Amérique a gagné une bataille mais a bel et bien perdu la guerre d'Afghanistan.

Guillaume Berlat

9 mars 2020

¹ Jacques Follorou, *Accord historique entre Washington et les Talibans. Le texte signé à Doha prévoit le retrait progressif des troupes américaines après dix-huit ans de guerre*, Le Monde, 3 mars 2020, p. 6.

² Louis Meunier, *Les cavaliers afghans*, editionskero.com, 2014.

³ Joseph Kessel, *Les cavaliers*, Gallimard, 1967.

⁴ David Rigoulet-Roze/Ata Ayati, *Présentation, L'Afghanistan 2014 : retrait ou retraite ?*, Eurorient, N° 40, année 2013, L'Harmattan, 2013, pp. 11-14.

⁵ Adrien Jaulmes, *Le retrait sans gloire des Britanniques d'Afghanistan*, Le Figaro, 29 novembre 2014, p. 1-7.

⁶ Guillaume Berlat, *Afghanistan, cimetière des empires. Autant en emporte l'OTAN*, Aquilon, Bulletin de l'Association des internationalistes, n° 16, juin 2015.

⁷ Jean-François Guilhaudis, *Les outils institutionnels et juridiques à la disposition du Conseil de sécurité. A propos du « blocage » du Conseil de sécurité*, Aquilon, février 2015, n° 15, p. 40.

⁸ Michel Koutouzis, *Les guerres perdues en Afghanistan : pavot, terrorisme, Etat de droit*, L'Afghanistan 2014 : retrait ou retraite ?, Eurorient, N° 40, année 2013, L'Harmattan, 2013, pp. 169-189.

⁹ Benjamin Masse-Stamberger, *Une guerre pour quoi ?*, Marianne, 6-12 mars 2020, p. 18.

¹⁰ Jacques Follorou, *En Afghanistan, l'activité des Talibans inquiète, avant le départ de l'OTAN*, Le Monde, 16 mars 2014, p. 4.

¹¹ Véronique Le Billon, *Afghanistan : talibans et États-Unis signent un accord*, Les Échos, 2 mars 2020, p. 8.

¹² Jacques Julliard, *Adieu au XIX^e siècle*, Le Figaro, 2 mars 2020, p. 20.

¹³ Margaux Benn, *Afghanistan : la « paix » des Talibans prépare la reconquête*, Le Figaro, 3

mars 2020, p. 14.

¹⁴ Jacques Follorou, *Les talibans reprennent les combats deux jours après avoir signé un accord de paix*, Le Monde, 4 mars 2020, p. 3.

¹⁵ Margaux Benn, *Afghanistan : espoir prudent après un accord historique*, Le Figaro, 2 mars 2020, p. 6.

¹⁶ Éditorial, *Afghanistan : une paix en forme de défaite*, Le Monde, 3 mars 2020, p. 29.

¹⁷ Guillaume Berlat, *Davos de la défense à Munich : les facéties du caporal Jupiter*, www.prochetmoyen-orient.ch, 24 février 2020.

¹⁸ Pierre Bentata, *L'aube des idoles*, éditions de l'Observatoire, 2019.